



**SUD Industrie Francilien**

85 rue Charlot, 75003 Paris

contact@sudindustrieidf.org

## APRÈS LA « LOI TRAVAIL » **LA LUTTE CONTINUE !**

### **Nos pratiques sur le terrain construisent l'avenir**

De nombreuses dispositions de la « loi travail » attaquent nos droits en tant que salariés ainsi que nos organisations syndicales, dans lesquelles nous avons fait le choix de nous rassembler pour construire un rapport de force face au patronat. Qu'importe que la loi « travail » ait été votée, le combat continuera sur le plan juridique mais aussi dans nos entreprises et conventions collectives : pas question de céder sur l'inversion de la hiérarchie des normes, les heures supplémentaires, etc. Au quotidien, les équipes syndicales et les salariés peuvent continuer de se battre, s'opposer aux reculs sociaux et rappeler que ce sont nos luttes qui permettent de faire changer la loi.

C'est le cas par exemple de la « Délégation Unique du Personnel » (DUP), généralisée dans une autre loi (17 août 2015 relative au « dialogue social et à l'emploi ») et qui fusionne les instances CE, DP et CHSCT dans les entreprises de moins de 300 salariés si la direction le souhaite. Ce n'est pas parce que la loi le permet qu'il faut l'accepter, bien contraire : nous appelons à résister à la « DUPISATION » des entreprises, qui en mettant en place ces instances, vont casser davantage toutes les résistances internes. Nous avons notre mot à dire, et la légalité ne passera jamais avant la légitimité !

### **Petites ou grandes entreprises, des droits communs**

Les élections dites « TPE » (très petites entreprises, moins de 11 salariés), tous les 4 ans, permettent de mesurer la représentativité dans les secteurs et au niveau national en consolidant ces résultats à toutes les élections CE ou DP qui se sont déroulées dans les entreprises. Nous savons pertinemment que « voter » sans agir ne sert pas à grand chose, surtout quand ces élections n'apportent aucun droit supplémentaire. Mais la représentativité dans chaque secteur permettra à notre syndicat de défendre dans les conventions collectives des droits communs, en insistant sur les grilles de qualifications et de salaires, de formation professionnelle et de protection de l'emploi - car de nombreuses TPE dépendent de grands groupes. Votez Solidaires, c'est faire le choix d'un syndicalisme de lutte, et se syndiquer, c'est le mettre en pratique collectivement !

### **Combat laïque, combat social : réaffirmons la liberté de**

La « loi travail » donne aussi aux entreprises la possibilité d'instaurer dans le règlement intérieur un « principe de neutralité », religieuse, syndicale et ou politique. Si nous nous opposons vivement aux dispositions concernant les deux dernières options, nous le faisons aussi concernant la neutralité religieuse sur la forme, car cela reviendrait à créer des « codes du travail » différents par entreprise. Pour notre syndicat, c'est la liberté de conscience qu'il faut défendre au quotidien, à savoir celle de croire ou ne pas croire, en refusant toutes dérives identitaires et communautaristes : ce qui nous unit, c'est notre condition face au patronat, et c'est pour cette raison que nous luttons contre toutes les discriminations et défendons des revendications universelles et progressistes. Les intégristes religieux et politiques se nourrissent des inégalités, il faut continuer à les combattre concrètement.

Pour cette raison, le syndicat SUD Industrie Francilien appelle à participer au meeting « **combat laïque, combat social** » aux côtés d'autres syndicalistes et organisations antiracistes et de classes, le 26 novembre à Ivry-sur-Seine à 13 h 45 (salle Saint-Just, 30 rue Saint-Just), pour s'engager sur le chemin de l'émancipation et du progrès social.

ÉLECTIONS TPE DU 30 DÉCEMBRE 2016 AU 13 JANVIER 2017

SALARIÉS DU CAOUTCHOUC

**Votez**  
**SUD/SOLIDAIRES**



**S** **SOLIDAIRES**, parce qu'il faut mutualiser les moyens entre les petites et grandes entreprises en harmonisant les salaires.

**U** **UNITAIRES**, en défendant la liberté de conscience, la laïcité et en combattant toutes les discriminations.

**D** **DÉMOCRATIQUES**, en proposant une politique de formation professionnelle adaptée aux salariés des petites entreprises.



Union  
syndicale

**Solidaires**